

## La lutte de classe « ne sera plus comme avant » !

« Le 11 mai, ce ne sera pas la vie d'avant »... c'est à peu près tout ce qu'avait à dire Edouard Philippe dans son long monologue dimanche aux côtés de Véran, en mission de déminage...

Après l'annonce par Macron d'un « déconfinement progressif » le 11 mai pour « redémarrer l'économie », Philippe était censé apporter des précisions et rassurer. Peine perdue... il est on ne peut plus clair que le gouvernement navigue à vue. Sa seule certitude, c'est qu'il est urgent de répondre aux exigences du patronat, de la finance : l'arroser de milliards et faire redémarrer les usines. Et pour cela rouvrir les écoles, collèges et lycées... même si personne ne sait comment ce peut être possible et que dans ces conditions il n'en est question ni pour les enseignants, ni pour les parents d'élèves !

### Relancer la machine à profit

Alors que l'épidémie est loin d'être maîtrisée, que plus de 20 000 personnes sont mortes en France, 170 000 dans le monde, la première préoccupation des gouvernements est partout de relancer la machine à profits.

Dans la région, Thalès, Ariane Espace, Getrag Ford Transmission, Dassault, Michelin... comme ailleurs Airbus, PSA, Toyota, Renault, etc., partout les multinationales françaises ou étrangères ont la même fébrilité : produire au maximum, quelle que soit la production. Missiles, avions de combat, fusées, boîte de vitesse, pneus... rien de cela ne peut attendre !

### Confinement, déconfinement... un même mépris des travailleurs et des classes populaires

« Nous avons réussi le confinement ensemble, nous allons ensemble réussir le déconfinement » a asséné Philippe avec le plus grand mépris pour les millions de personnes plongées dans une situation inhumaine par le confinement. La vie sociale s'est brutalement interrompue avec des conséquences dramatiques pour les plus pauvres, aggravant les inégalités et la violence sociale. Quant à ceux qui ont dû continuer à aller travailler, ils l'ont fait sans les garanties minimales pour leur santé du fait de l'impréparation criminelle des pouvoirs publics et des patrons. Pour « réussir » le confinement, Philippe et Castaner ont fait donner leur police, multiplié les contraventions et les gardes à vue, tandis que les plus riches rejoignaient leurs résidences secondaires sur le Bassin d'Arcachon ou ailleurs !

Le déconfinement obéit à la même logique de classe à laquelle font face enseignants, ouvriers, soignants, familles, pauvres...

Le gouvernement a chargé un « expert », Jean Castex, de présenter à la fin du mois un « plan de déconfinement »... Ancien préfet, ex directeur de cabinet de Xavier Bertrand au ministère de la Santé, ex secrétaire général adjoint de Sarkozy à l'Élysée, pressenti par Macron à l'Intérieur puis pour diriger la SNCF... il a, à en croire la presse, un sens aigu du « dialogue social » et des relations privilégiées avec des dirigeants syndicaux... Un CV parfait !

### Sommaire

- 2 Des primes dérisoires à géométrie variable
- 3 Commission Santé NPA 33 : Débattre et préparer la suite  
Sanofi : un geste en attendant le jackpot ?  
Masques : Si c'est un marché, c'est possible  
Masques : La spéculation continue
- 4 Covid 19 : les tests au coeur de la gestion médicale et politique
- 5 Abrogation des lois contre les chômeurs  
L'École à la maison : pas pour tout le monde
- 6 Nouvelle Aquitaine : la récession a commencé  
Contrôle des travailleurs sur les comptes  
Centralisation et décentralisation de la désorganisation
- 7 Réunion débat du NPA 33 le 25 avril à 14h30

1° MAI - 17 h

meeting avec Philippe Poutou  
et des camarades du NPA 33

en direct sur  
[https://youtu.be/isKQu9Yf\\_3g](https://youtu.be/isKQu9Yf_3g)  
ou en se connectant sur [www.npa33.org](http://www.npa33.org)

Préparons  
dès maintenant  
le « jour d'après »



## Aux capitalistes de payer !

Le gouvernement emprunte à tout va auprès des banques pour arroser les patrons, le Parlement vient d'augmenter « l'aide » aux entreprises à 110 milliards. En deux mois, la dette publique est passée de 95 à 115 % du PIB. Et ce n'est pas fini prévient Le Maire...

Cette dette, gouvernement et financiers entendent bien la faire payer aux travailleurs, aux petits artisans et commerçants, aux plus pauvres... tandis que nombre de grandes entreprises continuent à verser des dividendes records à leurs actionnaires !

Le patronat fait campagne pour allonger le temps de travail, les ordonnances leur donnant déjà la possibilité de voler congés, RTT, jours compte épargne temps aux salariés, d'augmenter le temps de travail jusqu'à 60 heures par semaine... et cela jusqu'à la fin de l'année. Les petits commerçants et artisans sont eux pris à la gorge par les assurances et les banques qui refusent de se priver du moindre cen-

time, précipitant nombre d'entre eux au bord de la faillite !

Mais nous n'avons pas à payer leur dette, leur crise. Aux banques et aux capitalistes de payer !

Philippe a raison, « *Le 11 mai, ce ne sera pas la vie d'avant* » ! La question de qui paiera la crise et comment réorganiser l'économie, en prendre le contrôle se pose de manière plus urgente que jamais

pour le monde du travail et les classes populaires. Le capitalisme en faillite plonge la grande majorité de la population dans l'insécurité sanitaire, sociale, écologique, démocratique. Il n'y aura pas de « sortie de crise » sans remise en cause de la domination de la finance et des classes dominantes par celles et ceux qui font tourner toute la société.

Mardi 22 avril

**L'Anticapitaliste**

**L'EMISSION**

**Mercredi**

**20h**

**Facebook - Youtube - Twitter**

## Nos vies, pas leurs profits

# Des primes dérisoires et à géométrie variable...

**E.** Philippe a annoncé la semaine dernière le versement d'une prime allant de 500 € à 1500 € nets pour les hospitaliers : 1500 € pour ceux qui travaillent dans les départements les plus touchés par le Covid-19 et ceux des services dits de « première ligne » ailleurs et 500 € pour les autres ; une enveloppe de 1,3 milliard en tout, loin des 110 milliards lâchés par le gouvernement pour les « aides » aux entreprises. Dans la santé privée, les « modalités » seront discutées avec les employeurs... Les salariés des Ehpad et du secteur social devront eux attendre encore.

Dans la Fonction publique d'Etat (dont les enseignants), seuls 20 % toucheront 1000 €. Et pour les agents municipaux, ce sera au bon vouloir des maires... et en fonction des trésoreries des communes.

Quant à la prime de 1000 € promise il y a un mois à certains salariés de la grande distribution, non seulement elle n'a toujours pas été versée mais plusieurs enseignes veulent la rendre proportionnelle au temps de travail... dans un secteur où la majorité des salariés sont à temps partiel avec des salaires très bas !

Ces primes dérisoires pré-

tendent trier les salariés en fonction des métiers, du public et du privé, de la prétendue proximité avec le virus, de la « charge de travail », du « mérite »... Après les discours lénifiants sur les « héros » soignants, éboueurs, caissières... gouvernement et patrons affichent leur mépris !

Dans la santé, cela fait des années que les luttes éclatent pour des moyens, du personnel et des augmentations de salaires. En France, les salaires de ce secteur, constitué à plus de 85 % de femmes, sont parmi les plus bas d'Europe.

Alors ce ne sont pas des aumônes que nous voulons, mais de véritables augmentations de salaire, égales pour tous, d'au minimum 300 € net, quelle que soit notre « proximité » avec le virus ! Et cela, on a bien compris qu'il faudra aller le chercher tous ensemble, salariés de la santé et d'ailleurs, du public ou

du privé, nous tous qui faisons tourner la société, les hôpitaux, les services, les commerces, les usines... qui produisons les richesses et sans qui rien ne fonctionne, c'est plus que jamais évident !

Isabelle Ufferte



éboueurs en grève à Poitiers pour leurs conditions de travail pendant l'épidémie

## Commission Santé du NPA 33

# Débattre et préparer la suite...

Nous avons tenu une première réunion virtuelle de la commission santé du NPA 33, l'occasion de débattre de la situation entre militants et sympathisants travaillant dans le secteur de la santé, de confronter nos réalités, mais aussi de discuter de ce que cette crise révèle, ce qu'elle change dans les consciences et l'état d'esprit des collègues, et comment nous, militants anticapitalistes et révolutionnaires, envisageons l'avenir.

Que nous soyons infirmier.ère.s, aides-soignants, technicien.ne.s de laboratoire, formatrice, ouvrier, cuisinier, etc., du secteur public (CHU, Charles Perrens, CH Libourne) ou du privé (cliniques, Ehpad)... nous tous avons été confrontés à des difficultés et une logique identiques, et à un manque scandaleux de matériel. Partout, il a fallu se battre pour obtenir une protection minimale, faire respecter les conditions de travail et de soin, et avoir accès aux informations.

Encore plus depuis le début de la crise sanitaire que d'habitude, les directions sont peu enclines à rendre des comptes au personnel et aux organisations syndicales... Et dans cette période de confinement et d'appel à l'unité nationale, les militants syndicaux ne manquent pas de travail pour faire respecter les droits, porter les exigences des collègues et informer !



### Une crise sanitaire plurielle

Dans les hôpitaux et certaines cliniques, des services ont été transformés et réservés à l'accueil des patients Covid-19. De nombreux soins pour d'autres pathologies, des interventions, des examens ont été déprogrammés. Les conséquences risquent d'être graves. Des dépistages n'auront pas été faits, les plus démunis, les plus éloignés de l'accès à la santé en seront les premières victimes.

De même, les patients nécessitant un suivi ou des soins psychiatriques subissent la diminution des prises en charge, des démarches ralenties ou stoppées... Comme dans toute la société, les plus précaires paient un tribut d'autant plus lourd. De même que les personnes âgées dans les Ehpad.

La pandémie révèle de manière brutale l'incapacité du capitalisme à assurer la sécurité des populations et aggrave les inégalités sociales, y compris dans l'accès aux soins.

### Rencontres et débat à poursuivre

Notre commission est ouverte à tous les militant.e.s, sympathisant.e.s et proches qui travaillent dans le secteur de la santé, syndiqués ou non syndiqués, qui éprouvent le besoin d'échanger sur les situations auxquelles nous sommes confrontés et, aussi, de mettre en commun nos expériences et-ou nos questionnements sur l'intervention militante.

**Si vous souhaitez participer à la prochaine réunion de la commission santé du NPA 33, être tenus au courant de ses activités, envoyez-nous un mail à [contact@npa33.org](mailto:contact@npa33.org)**

Commission Santé

**Sanofi : un geste en attendant le jackpot ?** Troisième groupe mondial dans la santé, Sanofi vient d'annoncer un soutien de 100 millions d'euros, la moitié sous forme de don de médicaments, le reste en aide aux hôpitaux et aux Ehpad, et en financement de start-up spécialisées dans le coronavirus.

Un montant à comparer aux 7,4 milliards d'euros de résultat en 2019, sur un chiffre d'affaires de plus de 36 milliards. L'année précédente, 3,7 milliards avaient été distribués aux actionnaires.

En 2017, le groupe avait consacré plus de 10 milliards d'euros de « *frais commerciaux et généraux* », c'est-à-dire tout ce qui ne concerne ni la production ni la distribution, deux fois plus que pour la recherche et le développement...

Les 100 millions annoncés ces jours-ci sont avant tout un investissement pour servir la promotion d'un groupe qui espère décrocher le jackpot, si se réalisait l'autre annonce du patron : son « *laboratoire serait en mesure de proposer un vaccin d'ici 18 à 24 mois* ».

**Masques : de la bidouille pour rattraper le retard** Gleyze, président du département, vient de commander « *plus d'un million de masques en tissu réutilisable* » qui seront mis « *à la disposition de chacun, adulte comme enfant* ». Bobet et Florian, pour la Métropole et Bordeaux, annoncent la même mesure, avec la commande de 800 000 masques en tissus. Mais quand ? on ne le sait pas.

Gleyze est fier d'annoncer qu'ils « *seront fabriqués en Gironde* »... Des entreprises privées s'emparent du nouveau marché à satisfaire, comme un patron de La Teste qui a fait installer 130 machines à coudre dans une salle municipale...

Des « solutions » dans l'urgence, pour compenser l'incurie de l'Etat et son refus d'assurer lui-même cette production à la hauteur des besoins... préférant laisser ce marché, et ses bénéficiaires, à des patrons du privé.

**Masques : la spéculation continue** Comme les plus grosses entreprises et l'Etat, les pouvoirs locaux commandent eux-aussi massivement des masques, sur-blouses, charlottes...

Selon Rousset, il faudrait pour la Région trois millions de masques et tenues par semaine... et il déplore, impuissant, la spéculation sur ces biens : « *Le prix des masques et des surblouses a été multiplié par dix. Il y a aussi, derrière, un enjeu purement financier. C'est du business* ». D'habitude, dans sa bouche, c'est plutôt un compliment...

# Covid-19 : les tests au cœur de la gestion médicale et politique

« *Un virus très politique* », c'est le titre d'un petit livre que l'on peut télécharger gratuitement sur le site des éditions Syllepse. Beaucoup de questions scientifiques se posent sur le Coronavirus SARS-CoV-2 et son impact, mais le fond politique ressurgit bien des fois.

Souvent, ces questions sont instrumentalisées par les gouvernants, les laboratoires, même certains chercheurs. On pourrait parler des masques, mais aussi des tests.

La question des tests est déterminante pour la gestion de la pandémie. Lors de l'intervention de dimanche, Philippe et Véran ont fait du test de détection du virus un outil essentiel du déconfinement. Certes, il vaut mieux tard que jamais, mais c'est dès le début que ce test, mis au point très tôt, aurait dû être massivement utilisé, comme dans d'autres pays. Ce test dit virologique consiste à rechercher la présence du virus dans les sécrétions nasales rudement écouvillonnées, grâce à la technique dite PCR qui amplifie et analyse le matériel génétique du virus (ici de l'ARN). Bien que cette technique soit généralement très sensible et hautement fiable, il y a ici un certain nombre de faux négatifs (virus présent chez le malade mais prélèvement négatif) liés peut être à des ratés dans le prélèvement, ou plutôt au caractère variable du moment et du lieu d'excrétion du virus (qui peut être présent au niveau de alvéoles pulmonaires seulement, où l'écouvillon n'a pas accès !). Ce test devrait permettre, en détectant les porteurs de virus, de les soigner s'ils ont des symptômes, de les isoler pour casser la chaîne de transmission, de surveiller leurs contacts. Or l'incapacité liée au manque de volonté et d'équipements, de mener à bien ces tâches dès le début, le fait aussi il est vrai que des porteurs asymptomatiques puissent être contaminants, ont conduit à imposer un confinement, efficace certes, mais nullement satisfaisant sur bien des plans. Qu'on n'ait pas eu d'autre solution que d'enfermer les gens chez eux (pour ceux qui en ont un) comme au Moyen-âge, en dit long sur la société.

Les attaques sur les libertés et le zèle

répressif observé maintes fois révèlent que par-delà le confinement, c'est bien un mode de contrôle de la population que l'on teste.

Le deuxième type de test est un test sérologique, fait donc sur un prélèvement sanguin, qui recherche des anticorps spécifiques du virus. Leur présence signifie que l'on a bien été infecté, symptômes ou pas. Ce test permet de dire qui peut sortir sans risque pour lui et les autres. En testant massivement, on connaîtrait le pourcentage de la population qui est en principe protégée : au-delà de 60 % de séropositifs pour le SARS-CoV-2, on est à peu près sûr que l'épidémie ne flambera pas à nouveau. On en est loin !

Les tests sérologiques sont déjà disponibles en certains lieux, une multitude d'entreprises se sont jetées dans leur production, faisant tout pour avancer le plus vite possible dans cette course juteuse. Tout est permis, même la vente sans validation par une autorité sanitaire. Ce qui pose problème alors que le statut immunitaire de cette maladie n'est pas connu précisément et bien des observations laissent perplexes les scientifiques. Il n'est pas encore suffisamment prouvé que la présence d'anticorps immunise ni combien de temps. Éléments pourtant essentiels.

L'idéal serait la pratique à grande échelle du double test, virologique et sérologique, la négativité du premier disant que l'on n'est pas infecté donc pas contagieux

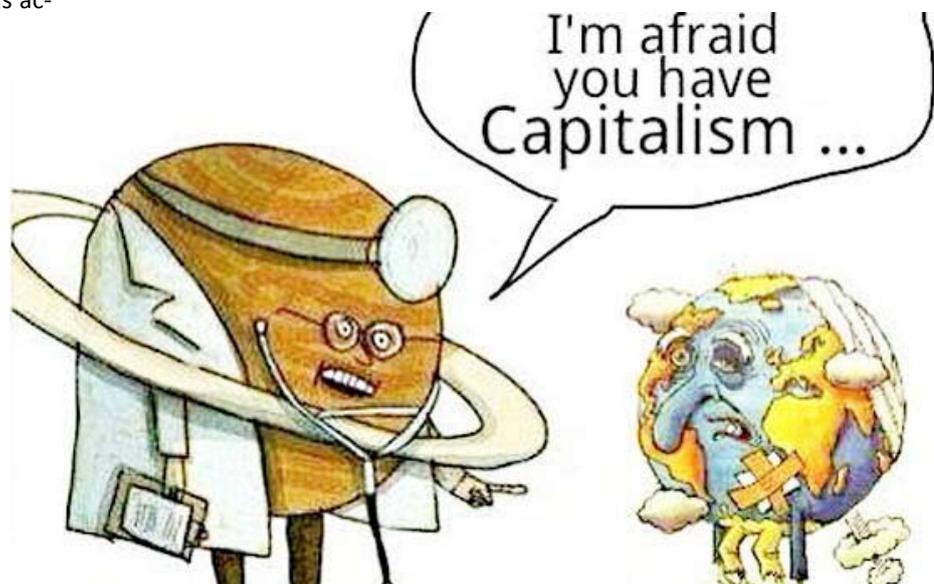
et la positivité sérologique étant garante d'une immunisation qui permettrait au moins d'attendre le vaccin. On n'en est pas encore là.

Nombre de virologistes, de scientifiques, ont alerté depuis des dizaines d'années, expliquant qu'il fallait se préparer et que faute de connaître le futur virus qui n'aurait pas manqué, il fallait étudier à fond ses « cousins » proches, les comprendre, chercher les cibles pour des médicaments et les vaccins, se donner le temps de tester ces molécules, etc. Mais les financements publics ont été réduits ou supprimés une fois les alertes passées, et ce sont principalement les labos de l'industrie pharmaceutique qui ont mis la main sur cette recherche, ne développant que ce qu'ils considéraient rentable !

Ainsi sous Sarkozy, le Crédit Impôt Recherche (destiné aux entreprises) est passé de 1,5 milliard à 6 milliards annuels ! Soit le double du budget du CNRS ! Un vrai « hold up », reconduit par Hollande et Macron.

Le virus est politique : il pose la question de l'urgence des moyens pour la recherche publique, en dégageant l'ensemble des scientifiques de toute logique de profit et de la concurrence qu'elle entraîne. Il ne pourra y avoir de politique sanitaire sans poser la question de l'expropriation de l'industrie pharmaceutique, la réintégration de tous les labos privés dans un système de recherche public.

Jean-Louis Farguès



Je crains que vous n'ayez le capitalisme...

# Abrogation des lois contre les chômeurs !

Avec le confinement et le recul de l'activité, la situation des salariés précaires et des chômeurs s'est fortement dégradée. Il n'y a pas de chômage partiel pour ces nombreux intérimaires qu'exploitent tant de patrons. Dès que l'activité diminue, il leur suffit de ne pas renouveler leurs missions et tous se retrouvent à pointer à Pôle Emploi... pendant que dans le même temps, le gouvernement multiplie les sales coups contre les chômeurs.

Au 1er novembre dernier, Pénicaud a durci les conditions pour l'ouverture des droits au chômage en passant à 6 mois de travail sur une période de 24 mois, contre 4 mois de travail sur une période de 28 mois précédemment. Avant l'épidémie, l'Unedic avait estimé à 200 000 les travailleurs impactés par la mesure. Malgré cela, Pénicaud maintient aujourd'hui son sale coup des 6 mois travaillés, en concédant tout juste une augmentation de la période de référence maximale de 24 mois à 27 mois.

Au 1er avril, le 2ème volet de sa loi devait entrer en vigueur, avec une baisse particulièrement importante de la couverture chômage des précaires par un changement de calcul des allocations. Face à cette situation en pleine pandémie, Pénicaud a reporté sa loi au 1er septembre, en expliquant « nous

apportons des réponses à toutes les situations humaines » ! Quel cynisme, c'est sa propre loi qui aggrave la situation des salariés précaires et des chômeurs, diminue leurs allocations, durcit les conditions d'obtention. Elle explique maintenant « qu'il faut protéger les plus vulnérables », elle qui a fait une loi sur mesure pour les patrons en s'attaquant aux plus précaires. C'est toute sa loi qu'il faut jeter à la poubelle !

Laurent Delage



## Dans l'éducation

# L'école à la maison... pas pour tout le monde !

Je m'appelle Mohamed, je suis un menuisier retraité franco-tunisien. Je vis confiné dans une tour de la cité Saint-Hilaire à Lormont avec mes deux enfants, Émir, 10 ans, et Iram, 9 ans. Veuf, je m'occupe de tout à la maison, de la cuisine, de l'éducation des enfants. Mon petit boulot de distribution de prospectus à mi-temps s'est interrompu avec le confinement...

Je n'ai jamais eu de quoi me payer un ordinateur ni une imprimante. J'ai juste un téléphone portable avec lequel je peux me connecter sur l'espace numérique de l'école. On est obligé de se débrouiller, et ce n'est vraiment pas très pratique. Nous

transmettons les messages de l'école reçus par le téléphone portable sur l'ordinateur de ma fille aînée qui vit à Nice, et c'est elle qui me renvoie les cours par Messenger !

C'est l'institutrice d'un de mes enfants qui a pensé à contacter la presse pour dénoncer la situation que nous vivons. Un article est paru sur le site de France 3 le 11 avril 2020. Dans la classe de son école à Lormont, en zone d'éducation prioritaire, 6 élèves sur 23 sont dans le même cas qu'Émir, avec juste un téléphone portable pour recevoir des mails, alors qu'ils se préparent à passer en collège.

« Je leur envoie un maximum de ressources pour qu'ils progressent mais en même temps, je sais très bien que seuls ceux qui sont équipés et qui sont soutenus par leurs parents vont progresser ! On essaie de garder le lien en téléphonant régulièrement à ces familles mais c'est tout ce qu'on peut faire. Clairement, on n'avance pas ! Il faudrait que la

municipalité prête plus d'ordinateurs et de tablettes à ces familles en difficulté », dit l'institutrice dans l'article. Avec les maîtres, ils ont demandé à avoir des tablettes et ordinateurs à la mairie qui a refusé.

Le ministère de l'Éducation nationale dit qu'il va mettre en place des cours de soutien durant la deuxième semaine des vacances de Pâques. La nouvelle rectrice de l'Académie de Bordeaux promet des cours individuels ou par petits groupes de 3 à 5 élèves, par téléphone ou par vidéo-conférence.

Mais tout cela est bien loin de nous. Et l'institutrice a bien raison de demander : « Comment voulez-vous que les élèves que nous n'arrivons même pas à joindre au téléphone se manifestent pour bénéficier de ces stages ! Il faut les aider autrement, leur prêter des tablettes, des ordinateurs ».

Le confinement et l'école à la maison aggravent les inégalités et injustices que nous combattons ensemble, enseignants et parents des quartiers populaires.

Mohamed Khelifa



## Nouvelle Aquitaine

# La récession a commencé

**A**u niveau local aussi, les annonces du recul économique se multiplient. Après les déclarations de Le Maire et Darmanin prévoyant un recul de 8% de la croissance du pays, ce sont des responsables de la Banque de France, de la Direccte et des finances publiques qui ont communiqué des informations sur la situation régionale le 17 avril.

La Banque de France a estimé à 32% la perte d'activité moyenne par semaine de confinement, l'industrie étant le secteur le plus touché, notamment dans la région l'aéronautique et le spatial.

Les salariés du tourisme sont particulièrement frappés. Ce secteur représentait 18 milliards de revenus l'an dernier, avec 140 000 emplois, la première économie de la région, 9 % du PIB.

Par exemple, la Sémitour, société qui gère les sites préhistoriques de Dordogne, dont Lascaux, a mis 90 salariés sur 100 en chômage partiel. Son patron se plaint de l'attitude des assureurs : « *ils ne veulent pas couvrir les pertes d'exploitation même si le risque est sous-crit. En agissant ainsi, ils vont mettre des centaines d'entreprises au tapis* ».

Les responsables du tourisme en Charente indiquent que la saison actuelle, avant l'été, représentait 25 % de leur activité annuelle. Cette perte sèche est d'abord subie de plein fouet par les salariés précaires nombreux dans ce secteur. Au zoo de la Palmyre par exemple, sur cinquante salariés permanents, aucun n'a été mis pour l'instant au chômage partiel, soin des animaux oblige, mais ce sont les saisonniers qui n'ont pas été embauchés, une cinquantaine habituellement.

Quant au directeur du Comité Régional du Tourisme de Nouvelle-Aquitaine, il prévoit un effondrement de l'emploi de l'ordre de 10 à 15%, avec une baisse du

tourisme international, qui représente 4 millions de personnes, en plus des 28 millions de touristes du pays. Il souligne que l'appauvrissement de tous les salariés au chômage partiel, qui n'est rémunéré qu'à 84%, impactera directement les loisirs, les vacances... et les entreprises qu'il représente. Dans ces annonces, il y a bien sûr une part de pression pour obtenir davantage d'aides de l'Etat, mais le recul économique a bien commencé.

### Explosion du chômage

Pôle emploi a annoncé que le nombre de personnes inscrites a augmenté dans le pays de plus de 104 000 personnes, en une semaine, entre le 29 mars et le 4 avril, soit 7,3% de plus que pour la même période l'an dernier. Cette augmentation fait suite à une hausse encore plus forte, entre le 15 et le 21 mars, de 31,4%.

En Nouvelle Aquitaine, la hausse n'a pas été communiquée, mais ce sont 550 000 personnes qui sont officiellement enregistrées.

Quant au chômage partiel, un responsable régional de la Direccte a annoncé avoir traité 80 000 dossiers concernant 700 000 salariés, principalement dans le commerce et le bâtiment. Rémunéré 16% de moins, le chômage partiel va se traduire par un recul massif de la consommation pour les plus de 8,7 millions de salariés concernés. Combiné avec les centaines de milliers de pertes d'emplois précaires, l'appauvrissement du monde du travail prépare l'aggravation de la récession. Cette spirale infernale ne peut être enrayée que par une intervention des salariés, pour imposer l'interdiction des licenciements, un partage du travail entre tous, le maintien intégral des salaires, en prenant l'argent là où il est, dans les coffres des actionnaires et des multinationales.

François Minvielle

### Abandon des poursuites contre Anthony Smith !

Si la Direccte a annoncé qu'elle n'a « *pas encore mis en place de système particulier de détection de fraude* » concernant le chômage partiel, par contre Pénicaud a pris des directives claires pour entraver l'action des inspecteurs du travail. L'administration exerce une pression brutale, comme la suspension *sine die* d'un inspecteur du travail de région parisienne Anthony Smith, sanctionné pour avoir fait respecter le droit du travail, pour protéger des salariés.

**Signez et faites signer la pétition :** <https://www.change.org/p/muriel-p%C3%A9nicaud-abandon-des-poursuites-contre-anthony-smith>

### Contrôle des travailleurs sur les comptes !

Après quatre semaines de confinement, le montant des aides versées par l'Etat aux entreprises de la région Nouvelle Aquitaine s'élève à 200 millions d'euros, dont 137 millions pour les plus grosses. Les 63 millions restants correspondent à un don moyen de 1 300 euros, pour 48 000 entreprises qui ont un chiffre d'affaires inférieur à 1 million d'euros.

Ils dilapident l'argent de la collectivité. La moindre des mesures serait d'imposer l'ouverture des livres de comptes de ces entreprises et vérifier celles qui ont la trésorerie suffisante. Il s'agirait aussi de contrôler la fortune personnelle de leurs patrons et propriétaires, pour leur imposer de financer eux-mêmes les sociétés qui les ont enrichis.

Quant aux petits artisans, commerçants, restaurateurs ou paysans, ce n'est pas une aumône de 1300 euros qui leur évitera la faillite. Ce que devrait leur proposer un véritable organisme de crédit public au service des classes populaires, ce sont des crédits à taux zéro, avec le montant et le délai nécessaires pour franchir la crise, maintenir leur activité, les emplois et leurs revenus. Une mesure que seul un pouvoir des travailleurs pourrait mettre en œuvre.

### Centralisation et décentralisation de la désorganisation

L'aide à domicile relève pour une part des Conseils départementaux et d'autre part du Ministère de la santé. Résultat, chacun se renvoie la balle. Gleyze, président du département, a déclaré récemment que « *le sujet très important aujourd'hui c'est celui des masques, mais il faut rappeler une chose fondamentale : fournir et distribuer ce matériel relève de la compétence de l'État, car c'est une responsabilité du ministère de la Santé qui transite chez nous du point de vue régional via l'ARS de Nouvelle-Aquitaine. Cela n'est donc pas du tout une compétence du département* ». Pour ces seules travailleuses de l'aide à domicile, les services du département avaient estimé les besoins à 200 000 masques par semaine. L'Etat en a d'abord fourni 46000, puis 60000 pour toute la période, des dotations insuffisantes conduisant le département à faire sa propre commande de 1,6 millions de masques, sans passer par l'Etat. Ce qui a dû manquer ailleurs... et notamment aux territoires les plus pauvres. Une illustration de plus de l'improvisation permanente de ceux qui dirigent, laissant la place à la concurrence et à la loi du plus friqué.

## Réunion débat - 25 avril - 14h30

# Le capitalisme nous enferme dans sa faillite. A nous, jeunes, travailleur.es du monde entier d'en préparer la sortie, dès maintenant !

La crise globale épidémiologique, économique, sociale, financière et écologique dans laquelle l'humanité est plongée depuis quelques semaines agit comme un révélateur. Les absurdités aux conséquences dramatiques du système capitaliste éclatent au grand jour, comme l'impuissance des politiques menées par les Etats et les classes dominantes face à la crise. Et tout indique que les mesures prises actuellement, offensive contre les travailleurs et milliards de cadeaux au grand patronat préparent un "après" qui sera bien pire que l'"avant", pour les travailleurs avec ou sans emploi, salariés comme indépendants.

Cette perspective ne peut que nous inciter à nous préparer à imposer, par nos luttes, notre propre issue, sur notre propre terrain de classe, et sans attendre. Il s'agit en particulier, en tirant les enseignements de la situation, de poursuivre le travail commencé dans les collectifs militants comme au cours de la campagne municipale pour tenter de donner à nos mobilisations une perspective politique qui réponde à une aspiration largement partagée, celle d'en finir avec ce monde et ses injustices sociales.

C'est à cela que souhaite contribuer cette première réunion-débat en visio conférence du NPA33.

### Le capitalisme, un système économique et social mondial en faillite

Discuter de perspectives politiques suppose tout d'abord discuter des racines de la crise actuelle. Elles sont à chercher bien au-delà de la responsabilité, bien réelle au demeurant, des exécutifs au pouvoir, tel Macron et ses comparses du gouvernement. Elles sont inhérentes aux fondements même du système social et économique capitaliste : l'appropriation privée des richesses produites par le travail de tous par une minorité de parasites à la recherche du profit immédiat dans une économie régie par les lois du marché et de la concurrence. Et ce sont les contradictions qui en résultent qui sont les véritables causes de la crise globale actuelle, expression de la faillite de la mondialisation capitaliste.



### Discuter d'un "plan de transition" vers une autre société, dès maintenant

Personne ne peut dire comme va évoluer la situation dans les mois qui viennent, mais tout indique qu'elle ne peut que s'aggraver de façon dramatique sur le plan économique et social. Mettre un terme à cette spirale destructrice ne peut venir que des luttes des jeunes, des travailleurs du monde entier, pour imposer la satisfaction de leurs revendications sociales, démocratiques et écologiques. Cela suppose qu'elles se donnent un objectif commun, renverser le capitalisme en faillite, le remplacer par une autre société, débarrassée des rapports d'exploitation et de concurrence. Cette perspective donne une cohérence globale à nos revendications, les inscrit dans un "plan de transition" à la construction duquel il est possible et nécessaire de nous atteler, dès maintenant.

*Daniel Minvielle*

**Confinement oblige, cette réunion-débat se déroulera en visio-conférence (Jitsi Meet)**

On pourra la suivre en direct sur Youtube. Connectez vous à : <https://www.youtube.com/watch?v=bLudaWNuRCA>

Pour tout renseignement : [contact@npa33.org](mailto:contact@npa33.org)

## Confinement oblige, les publications papier du NPA33 sont passées en numérique.

Cette lettre électronique paraît de façon hebdomadaire.

N'hésitez pas à la diffuser autour de vous, à y abonner des amis directement sur [npa33.org](http://npa33.org) et à y contribuer.

Pour cela envoyez vos articles, témoignages, réactions à [anticapitalistes@npa33.org](mailto:anticapitalistes@npa33.org)

Pour nous contacter, contribuer à ce bulletin : [anticapitalistes@npa33.org](mailto:anticapitalistes@npa33.org) - 07 83 64 43 49

[www.npa33.org](http://www.npa33.org)